

Unité départementale du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520  
83070 TOULON  
ut-83.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr

Toulon, le 24 octobre 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/10/2025

### **Contexte et constats**

publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GIE FABRICANTS DE CARRELAGES DE SALERNES**

Gaudran  
83690 Salernes

Références : D-UD83-2025-0492  
Code AIOT : 0006402006

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement GIE FABRICANTS DE CARRELAGES DE SALERNES implanté Gaudran 83690 Salernes.

L'objet de la présente visite est de faire un état des lieux des travaux de remise en état du site afin de poursuivre l'instruction du dossier de cessation d'activité.

En effet, un dossier de notification de cessation d'activité a été transmis le 28 janvier 2020. Ce dossier détaille les différents travaux à effectuer afin de procéder à la remise en état du site.

Par courrier du 05 mai 2020, l'Inspection a demandé la transmission du planning de réalisation de ces travaux qui ne devait excéder 3 mois. Ce planning n'a pas été transmis.

Une nouvelle inspection a eu lieu le 09 février 2021. Des actions ont été demandées à l'exploitant qui s'était engagé à les réaliser avant le 31 mai 2021.

L'inspection des installations classées, malgré une relance le 21 décembre 2021, n'a pas eu connaissance de la réalisation de ces travaux.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GIE FABRICANTS DE CARRELAGES DE SALERNES
- Gaudran 83690 Salernes
- Code AIOT : 0006402006      Installation : Avec Titre ☐ Sans Titre ☒
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Le groupement de Fabricant de carrelages de Salernes (GIE) exploitait une carrière d'argile située au lieu-dit « Gaudran » sur la commune de Salernes. Cette carrière a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 10 août 1992 pour une durée de 25 ans, il est donc échu depuis le 10 août 2017. Une procédure de cessation déposée le 28 janvier 2020 est en cours d'instruction.

## 2) Constats :

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :

- soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
- soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2	Mise en demeure, respect de prescription	4 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

La remise en état n'est pas conforme au dossier de cessation d'activité transmis le 28 janvier 2020 et à la réglementation (article 12.2 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières) notamment en terme de sécurité au niveau de l'ancienne zone de stockage d'argile.

Il est proposé à M le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de finaliser les travaux de remise en état du site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : remise en état

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2

**Thème(s) :** Autre      mise en sécurité, insertion paysagère et nettoyage du site

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

**Constats :**

L'exploitation de la carrière de Gaudran a cessé le 10 août 2017. La cessation a été notifiée au préfet le 28 janvier 2020, accompagnée d'un dossier de cessation fourni par l'exploitant. Lors de l'inspection réalisée le 9 février 2021, plusieurs actions ont été demandées :

1. Remanier les fronts existants pour obtenir la pente réglementaire. L'exploitant devra s'assurer du respect du pendage des fronts à 35° et en apporter les éléments probant
2. Réaliser des plantations sur les zones remaniées afin de reconstituer la continuité du boisement.

Le 7 octobre 2025, l'inspecteur des installations classées a constaté que les fronts de taille avaient été modelés conformément aux exigences. Par courriels datés des 15 et 17 octobre, l'exploitant a transmis le devis ainsi que la facture des travaux de modelage effectués.

Les zones remaniées sont aujourd'hui couvertes d'une végétation diversifiée (arbres, arbustes, herbes...). L'exploitant précise que la revégétalisation s'est opérée naturellement. Cependant, la couverture végétale apparaît nettement moins développée sur le carreau n°3 de la carrière ainsi que sur le chemin menant à l'ancienne zone de stockage d'argile.

Il est à noter que cette dernière zone a fait l'objet d'excavations. L'exploitant indique avoir procédé à l'enlèvement des anciens stocks d'argile. Toutefois, la présence d'un trou de plus de 4 mètres de profondeur dans cette zone ne permet pas de considérer l'endroit comme sécurisé. Par conséquent, la remise en état de la carrière n'est pas encore achevée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de mettre en sécurité le site, et en particulier l'ancienne zone dite « zone de stockage ».

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 4 Mois

## Annexe photographique

Schéma de la carrière en 2019 (issu du dossier de cessation du 28 janvier 2020)

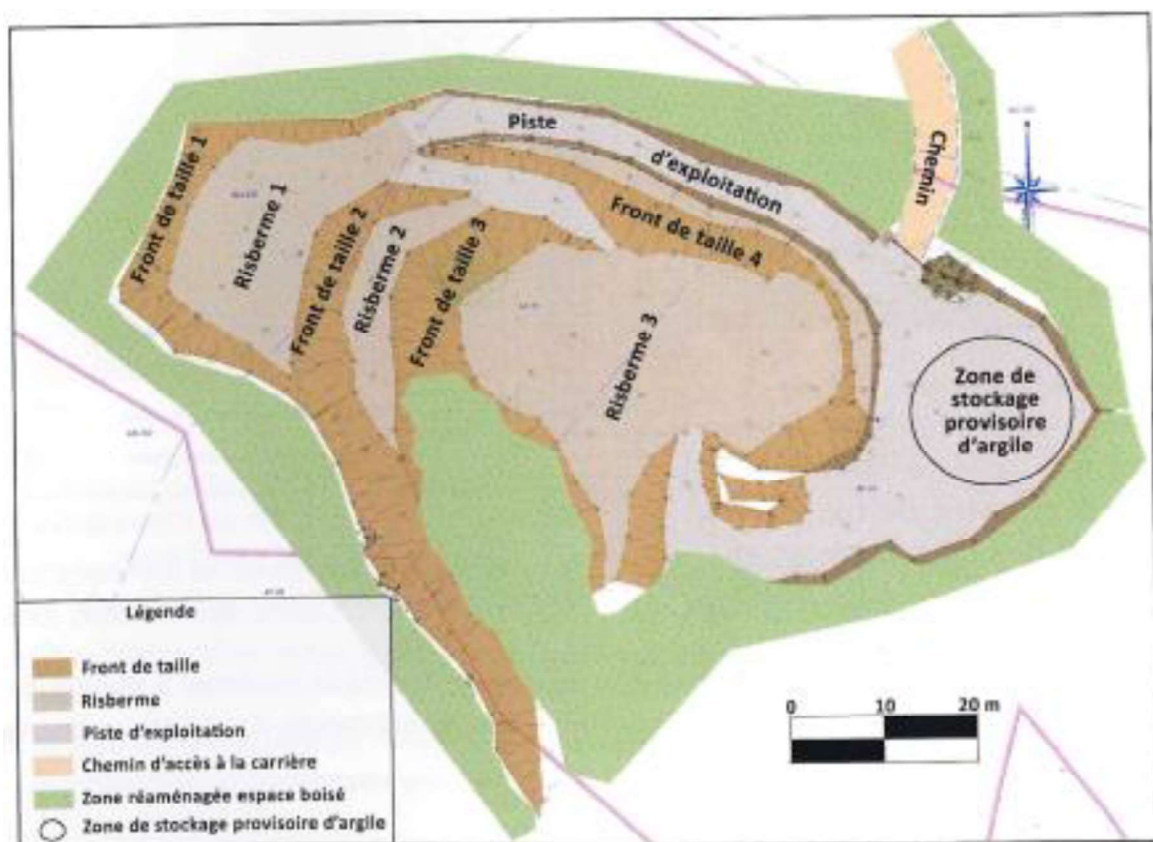


Figure 7 : Schéma de l'état actuel de la carrière du Gaudran



Vue en 2021 de l'entrée du site vers le front de taille 1



Vue de la piste d'exploitation vers le front 1 - 07 octobre 2025





Zone de stockage provisoire d'argile – 07 octobre 2025

